



Élections en Ukraine : échec de la «révolution orange»

Victoire de Viktor Ianoukovitch : la fin des stratégies atlantistes du "refoulement" ?

Par [Jean-Marie Chauvier](#)

Région : [Russie et CEI](#)

Mondialisation.ca, 13 février 2010

13 février 2010

Basculement politique en Ukraine, et géostratégique au plan international : l'équipe favorite du camp euro-atlantiste est défaite. Pas plus qu'en 2004, ce n'est une « révolution », où la couleur blanc-bleue du probable nouveau président Viktor Ianoukovitch se substituerait à celle, orange, du président sortant Viktor Iouchtchenko. Mais c'est un tournant politique, dans un pays en proie à une crise économique et sociale extrême. Et l'échec d'une certaine « stratégie de la tension »...

Avec plus de 48% des voix au second tour des présidentielles, le 7 février, le leader du Parti des Régions Viktor Ianoukovitch l'emporte de peu sur la dite « Egérie » (on dit aussi : « icône ») de la dite « Révolution orange » Ioulia Timochenko - 45%. Si on y ajoute qu'au premier tour, le président actuel et leader des « oranges » Viktor Iouchtchenko, principal activiste de l'adhésion ukrainienne à l'OTAN et de la réhabilitation des mouvements des années 30-40 impliqués dans la collaboration nazie, fut éliminé avec moins de 6%, on peut conclure à une défaite historique de la « révolution orange » et de ses soutiens ultranationalistes et occidentaux. Ce tournant, pas moins capital que celui des présidentielles de 2004, est largement passé sous silence dans nos médias jadis unanimement mobilisés pour soutenir la « révolution orange » : cette fois, pas de caméras du monde entier convoquées sur la célèbre Place Maidan à Kiev, pas de mobilisation non plus des fondations étasuniennes et de « leurs » ONG sur le terrain. Étrange mais significative discrétion... M. Ianoukovitch, tout comme sa rivale « Ioulia » et « le bon Viktor » Iouchtchenko appartiennent aux divers clans politico-affairistes qui ont profité des opportunités de la libéralisation économique depuis la chute de l'URSS. Est-ce une raison pour injurier celui des trois « qui ne nous plaît pas » et caricaturer la moitié de l'Ukraine qui vote pour lui ? Ce mépris occidental, et finalement typiquement « colonial », n'est pas nouveau, et il persiste dans les commentaires grinçants de nos journaux. Ainsi, « Le Monde » qui a qualifié Viktor Ianoukovitch de « chef de file des conservateurs russophones » [1], ou « Le Soir » de Bruxelles qui, traitant le vainqueur de « malfrat ordinaire » et autres amabilités [2], interprète le résultat comme une « revanche de l'Ukraine russophone », un registre certes familier aux journalistes habitués à cataloguer les Ukrainiens en « pro-russes » et « pro-occidentaux », répartis entre l'Est russophone et l'Ouest ukrainophone. Ce clivage binaire hollywoodien, sans être totalement faux (une caricature peut appuyer les traits du réel) n'est pas à même de rendre compte de la complexité et des nuances d'un pays très « pluriel » et très évolutif. Comment expliquer, par exemple, les succès de Viktor Ianoukovitch dans plusieurs régions de l'Ouest où il a convaincu un quart à un tiers des électeurs. Mais

qui sait- chez nous - que son « Parti des Régions » est présent partout en Ukraine où il draine des millions d'ukraïnophones qui n'ont rien de « pro » russe, ni d' « anti » du reste, oh ! la, la, que c'est compliqué la vie !

La victoire de Ianoukovitch : pas un renversement décisif. L'écart de 3% entre les deux gagnants est trop faible pour parler de « nette victoire » de Ianoukovitch. Si Ioulia Timochenko refuse d'admettre sa défaite, la voie serait ouverte à de nouvelles confrontations, mais ni l'état d'esprit intérieur ni la mobilisation internationale ne sont plus ce qu'ils furent en 2004, le leadership étasunien des « agents oranges » ayant pavillon bas ! Vu la contestation des résultats qui a lieu et pourrait à nouveau plonger le pays dans le chaos [3], et compte tenu de l'absence de majorité parlementaire pour le nouveau Président, on peut s'attendre à une période de confusion. La division moitié-moitié du corps électoral (du pays) est de nature à prolonger la paralysie politique qui dure depuis 2004 et que la majorité des Ukrainiens déplorent, à l'heure où des solutions urgentes sont nécessaires : dégradation économique et sociale, hausse du chômage sont autrement importants, pour le commun des mortels, que les querelles de clans au sommet. Les résultats n'en indiquent pas moins des évolutions intéressantes et nous ne sommes plus dans le même scénario de polarisation qu'avec Viktor Iouchtchenko, dont les causes de « l'identité nationale » et de l'hostilité à la Russie sont en perte de vitesse et ont montré leur nuisance aux intérêts des populations de tout le pays.

Ianoukovitch fait une percée à l'Ouest.

Ianoukovitch et son Parti remportent leurs plus grands succès dans les régions à majorité russophone de l'Est et du Sud : 90% à Donetsk (Donbass), 88% à Lugansk, 71% à Kharkov, 71% à Zaporije, 73% à Odessa, 79% à Simferopôl (Crimée), 84% à Sebastopol. Le leader « régionaliste » avait reçu l'appui du Parti Communiste et d'autres formations de gauche, en très net recul au premier tour. Mais Ianoukovitch remporte également de substantiels succès dans l'Ouest ukraïnophone : 36% à Jitomir, 24% à Vinnitsa, 18% à Rovno, 41% en Transcarpatie... La Transcarpatie, la région occidentale la plus méridionale, est voisine de la Pologne, de la Slovaquie, de la Hongrie et de la Roumanie. Elle est multiethnique. Ianoukovitch l'a emporté au premier tour. Sur vérification de la carte régionale des résultats, il reste majoritaire au second tour dans plusieurs arrondissements du sud, là où il y a le plus de villages hongrois. Signe de tensions ? C'est seulement dans les régions de Galicie (Lvov, Ternopol, Ivano-Frankovsk) , traditionnels bastions du nationalisme radical antirusse et antisémite, que ses scores sont les plus faibles : inférieurs à 10%. [4]

Et Ioulia obtient également des succès à l'Est.

Une remarque symétrique s'impose pour les résultats de Ioulia Timochenko. Majoritaire à l'Ouest (de 85 à 88% dans les régions galiciennes, 81% à Lutsk, 76% à Rovno, 71% à Vinnitsa, mais seulement 51% en Transcarpatie), elle remporte également des succès remarquables à l'Est (29% à Dniepropetrovsk, 34% à Kherson, 22% à Kharkov). Les 29% à Dniepropetrovsk ne sont pas le fruit du hasard : Ioulia en est originaire, et le clan industriel de cette région est rival de celui de Donetsk que domine Ianoukovitch. Comme quoi, là non plus, le clivage « est-Ouest » ou « Russophones contre ukraïnophones ne joue pas. La ville de Kiev se partage entre 65% pour Ioulia et 25% pour Viktor Ianoukovitch, alors que cette capitale est très majoritairement russophone. Le leader de l'Est industriel et ouvrier n'y est pas reconnu par une bourgeoisie et une « classe moyenne » pourtant très attachée à la langue et à la culture russes. Ces résultats montrent qu'il faut relativiser le clivage Est-Ouest et russophone-ukraïnophone dont nous sommes coutumiers en Occident. (Russes et

Ukrainiens savent très bien qu'il en va autrement !) Les Ukrainiens ont fait un vote encore partiellement motivé par les différences Est-Ouest et linguistiques (les russophones obtiendront peut-être la reconnaissance du russe comme deuxième langue officielle) mais surtout déterminé par la situation économique et sociale désastreuse du pays, la faillite de la « stratégie louchtchenko » et sans doute l'envie de normaliser les relations avec la Russie.

L'échec de la stratégie de « Zbigniew Brzezinski ».

On a bien remarqué que, contrairement à 2004, ni les États-Unis, ni l'Union Européenne ne se sont engagés spectaculairement ni n'ont mobilisé leur puissance médiatique pour appuyer l'un ou l'autre candidat « orange ».

L'OSCE a reconnu sans tarder la validité des résultats. Le Kremlin lui-même s'est montré réservé quoique réjoui : heureux de voir gagner Ianoukovitch, il était prêt à reconnaître sa rivale, avec laquelle les relations se sont améliorées.

C'est que le rapport des forces mondiaux s'est sensiblement modifié, la question du gaz est devenue très sensible pour l'Europe, et la carte de l'orangisme et de la russophobie s'est avérée finalement contre-productive.

Ce qui est mis en échec, c'est toute la « stratégie de la tension » et du « refoulement de la Russie » qu'avaient mis en œuvre les concepteurs de la « révolution orange » Zbigniew Brzezinski (« Zbig »), Madeleine Albright, Vaclav Havel, Georges Soros et les puissantes fondations américaines (dont NED) qui continuent de financer un vaste réseau d'ONG en Ukraine comme dans le reste de l'ex-URSS pour y promouvoir les « révolutions démocratiques ».

Les États-Unis, très affaiblis sur d'autres fronts, en Irak et en Afghanistan, se sont abstenus cette fois d'intervenir via leurs fondations et ONG pour « mobiliser » des « orangistes » profondément désarmés. Ils paraissent momentanément hors course. Et le projet OTAN est provisoirement remisé. La mainmise sur la Crimée, position clé stratégique pour la maîtrise de la Mer Noire et du « Grand Moyen Orient » s'avère pour l'heure chimérique : la Russie a montré, face à l'attaque géorgienne d'août 2008, ce dont elle était capable. En cas d'« otanisation » de l'Ukraine, la Crimée à majorité russe demanderait son rattachement à la Russie. C'est Moscou qui « freine » le séparatisme criméen et non la population locale.

La majorité des Ukrainiens a compris qu'en poussant au conflit avec la Russie, Viktor louchtchenko et ses conseillers américains faisaient courir à l'Ukraine le risque d'une désagrégation. Le « patriotisme » bien compris de l'Ukraine n'est donc pas du côté d'un nationalisme radical tel qu'inspiré par les post (et néo) fascistes galiciens. Washington ne peut d'ailleurs se permettre (financièrement, politiquement) d'ouvrir un nouveau front.

L'Administration Obama, bien que toujours « conseillée » par Zbigniew Brzezinski, a sensiblement modifié sa politique envers la Russie, dont les « services » sont indispensables dans la crise en Iran et pour la poursuite de la guerre en Afghanistan.

D'une façon plus générale, la crise économique mondiale, ses conséquences fâcheuses pour les États-Unis et dramatiques pour l'Ukraine, ne permettent plus de jouer à la « révolution démocratique » en ex-URSS.

C'est l'Union Européenne qui apparaît désormais comme l'interlocutrice occidentale

privilegiée. Une interlocutrice certes divisée, avec un pôle favorable à la coopération avec la Russie, où l'Allemagne occupe une position en flèche, et un autre pôle incarné par la Pologne, l'ancien président tchèque Havel et les milieux intellectuels et médiatiques français qui semblent être « en retard d'une guerre américaine », ou plus proches de ce que tenta Bush que de ce que peut Obama.

Ianoukovitch, indépendamment de sa personnalité, peu charismatique, représente de fait la majorité du grand capital industriel de l'Ukraine, intéressé tant par les investissements occidentaux que par le resserrement des liens avec la Russie et la réalisation d'une zone commerciale commune des républiques slaves et du Kazakhstan. C'est sur cette double ouverture, vers l'UE et vers l'ensemble Russie-Biélorussie-Ukraine-Kazakhstan, que va se jouer le débat postélectoral.

Le 1er janvier 2012 entrera en vigueur l'Espace économique commun Russie-Biélorussie-Kazakhstan impliquant la liberté de circulation des capitaux et des travailleurs. L'Ukraine est invitée à s'y joindre ou, du moins, à s'en rapprocher. Les Russes insistent sur « l'intérêt pour l'Europe » d'encourager la formation de ce nouveau « marché commun » opérant une sorte de trait d'union entre les parties orientales (principalement la Chine) et occidentale (Union Européenne) de l'Eurasie.

Les enjeux géostratégiques restent ce qu'ils étaient : maîtrise des ressources, principalement des bassins pétroliers de la Caspienne et de Sibérie, contrôle et développement des corridors énergétiques, contrôle de la mer Noire, association ou dissociation entre la Russie et l'Ukraine - Zbigniew Brzezinski avait bien vu que là était le test principal de l'expansion de l'hégémonie étasunienne sur l'Eurasie.

On mesure à quel point, depuis les théories de Zbig sur « le grand échiquier » et le « vrai choix » (années 90 et début des années 2000) , la situation s'est modifiée, à la faveur de la montée en puissance de la Chine et des réactions « souverainistes » de la Russie, qui a su limiter son « refoulement » de l'espace caspien-caucasien et bloquer la tentative américaine de prise de contrôle des pétroles sibériens, via l'opération « Youkos- Exxon Mobil » en 2003.

Les succès remportés par la stratégie de Vladimir Poutine, y compris le nouveau tournant ukrainien, signifient aussi une défaite pour les oppositions russes - oligarchiques et politiques, de gauche comme de droite- qui soutenaient les « oranges » ukrainiens, en espérant qu'ils fassent contagion en Russie.

Que l'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, le tournant ukrainien est un nouveau signe du « retour de la Russie » sur la scène internationale et, singulièrement, dans l'espace voisin « post-soviétique » où elle cherche, sans état d'âme, à faire jouer tant les dures « lois du Marché » (dans le commerce avec les anciennes républiques soviétiques) que les vieilles recettes de la politique de force.

Reste qu'on ne voit pas très bien quelles solutions peut apporter le nouveau président ukrainien à la crise économique et sociale très profonde dans laquelle se débattent les citoyens, lassés des querelles politiques et électorales.

Aucune « révolution » n'a eu lieu en 2004, aucune réforme importante, et on serait bien en peine de trouver, dans les programmes des candidats, des différences fondamentales de choix de stratégie économique et de société.

Quel que soit le gouvernement, il devrait imposer « des mesures impopulaires » d'austérité et de restrictions des dépenses publiques, alors que le chômage et l'inflation augmentent. Les perspectives de l'Ukraine sont rien moins que riantes. Et toute opposition intelligente ou démagogique pourrait profiter de ce marasme.

Notes

[1] Marie Jégo, « Le Monde », 19 janvier 2010

[2] Mathilde Goannec, « Le Soir », 10 février 2010

[3] La section de Lviv (Lwow) du « Bloc Timochenko » exige non seulement l'annulation du deuxième tour mais rien moins que « l'interdiction du Parti des Régions » de Ianoukovitch.

[4] C'est dans ces régions, notamment, que sont réhabilités et célébrés la Division Waffen SS « Galitchina » et les armées de Bandera, avec le soutien actif du président Iouchtchenko.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © Jean-Marie Chauvier, Mondialisation.ca, 2010

Articles Par : Jean-Marie Chauvier

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca